

ABDELWAHAB**DERBAL L'AFFIRME :**

La loi et la législation
«respectées dans leur
intégralité» durant la
campagne électorale

Le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelwahab Derbal, a déclaré hier à Médéa que la loi et la législation étaient respectées dans «leur intégralité», assurant qu'aucune entorse n'est venue entacher, pour l'heure, le bon déroulement de la campagne électorale pour les législatives du 4 mai prochain.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Médéa, le président de la HIISE a indiqué que le «respect de la loi et de la législation est le principal et unique indicateur qui caractérise les élections législatives du 4 mai prochain», assurant que son instance veillera à l'application et au respect «stricts» de la loi et que toutes les parties engagées dans ces joutes électorales seront traitées «sur un pied d'égalité».

M. Derbal, qui s'était enquis des conditions d'organisation du prochain scrutin législatif, a affirmé que les failles ou les erreurs relevées sur le terrain sont automatiquement signalées et prises en charge aussitôt afin d'assurer le bon déroulement de la campagne électorale et de l'opération de vote.

Il a, toutefois, fait part d'«imperfections» en matière notamment de collecte de signatures et d'identification des fiches de candidature, que son instance compte, a-t-il dit, «corriger» lors des prochaines échéances électorales.

Ces correctifs vont permettre, a-t-il expliqué, de différencier entre la fiche de candidature d'une liste indépendante et celle d'un parti politique, outre la garantie d'éviter toute possibilité de vente, à l'avenir, de formulaires ou de signatures au profit d'un candidat ou d'une formation politique.

Le président de la HIISE a déploré, à cette occasion, la «sous-exploitation» par les partis politiques et candidats indépendants en lice pour les législatives du 4 mai prochain des sites réservés à l'animation de la campagne électorale et des espaces radiophoniques.

Il a révélé, dans ce contexte, qu'à «peine 43% de l'espace d'animation radiophonique a été utilisé, pour le moment, par les candidats», relevant que le même phénomène a été observé par son instance s'agissant de l'exploitation des sites prévus pour l'animation des meetings, en dépit des moyens mis en place par les collectivités locales.

Il a cité, à titre illustratif, le cas des wilayas de Béjaïa et de Sétif où le taux d'occupation des sites réservés à la campagne électorale était «respectivement de 20 et 40%», selon lui.

M. Derbal a insisté, lors de sa visite, pour que chaque électeur puisse disposer, le jour du scrutin, de la carte d'électeur, quitte à l'imprimer sur place et à éviter, ainsi, un recours à des pièces d'identité pour l'accomplissement de ce devoir.

APS

L'EMPLOI ET LA SÉCURITÉ SOCIALE EN AFRIQUE

Les experts africains en conclave à Alger

Les travaux de la deuxième session du Comité technique spécialisé sur le développement social, le travail et l'emploi (CTS-DSTE II) de l'Union africaine (UA) ont été entamés hier à Alger et se tiendront durant quatre jours, soit du 24 au 28 avril 2017, sous le thème «investir dans l'emploi et la sécurité sociale pour tirer pleinement profit du dividende démographique». Côté participation, il y a lieu de noter la présence de plusieurs délégations ministérielles et d'experts issues du continent africain et des représentants d'organisations internationales.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - Organisée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en coordination avec l'Union africaine, cette session est placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika et sera déclinée en deux segments, celui des experts et des partenaires sociaux, prévu du 24 au 26 avril, puis au niveau ministériel, les 27 et 28 avril, précise la même source.

Les délégations de composition tripartite (gouvernement, travailleurs et employeurs) seront présidées par les ministres en charge du Développement social, du Travail et de l'Emploi des Etats membres de l'Union africaine, ajoute-t-on.

Le CTS-DSTE II de l'UA a pour mission principale, faut-il le rappeler, de préparer des projets et programmes de l'Union et de les soumettre au conseil exécutif de l'organisation panafricaine.



Mohamed El Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Il est, en outre, chargé d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des décisions prises par les organes de l'Union et de définir la composition tripartite du comité (gouvernement, travailleurs et employeurs).

Ce mécanisme régional est surtout l'occasion de «mettre en exergue les résultats escomptés de la mise en œuvre des programmes et stratégies», adoptés sous

l'égide de l'UA, notamment dans les domaines du développement social, de l'emploi et de la sécurité sociale, soit la protection sociale de manière générale.

Pour rappel, la première session de ce comité a eu lieu le 24 avril 2015 au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, sous le slogan «Protection sociale pour un développement inclusif».

A. B.

OULD-ABBÈS À TLEMCEN :

«Notre programme est celui du Président»

Animant un meeting au stade Birouana, le secrétaire général du FLN a déclaré d'emblée qu'il est venu à Tlemcen pour remettre le flambeau à la nouvelle génération.

Il a réitéré les mêmes propos qu'il a tenus depuis le début de cette campagne électorale : «Le FLN est là pour un autre siècle et cela dérange les autres partis car nous, nous avons de la relève.» Il dira que son parti a contribué à la révision de la Constitution dans le seul but de préserver l'unité nationale, tout en rappelant la guerre des Sables en 1963 et l'opposition armée durant le règne de Ahmed Ben Bella.

Concernant la campagne électorale, le secrétaire général insiste sur son caractère pacifique et demande aux candidats d'aller vers les citoyens pour les convaincre, avant de se rendre au gymnase du complexe



Djamel Ould-Abbès.

sportif de Birouana. Il s'est attardé à la Grande-Poste pour réciter la *Fatiha* devant la statue du premier président de la

République. Lors de son intervention, il évoquera le parcours du leader du mouvement national, Messali Hadj.

Eu égard aux derniers événements avec le Maroc, le secrétaire général du FLN a rappelé le conflit armé avec le Maroc en 1963.

Avant de clore son discours, Ould-Abbès s'est adressé à l'assistance d'une manière surprenante : «Nous ne sommes pas là aujourd'hui dans une campagne électorale, mais nous vivons dans l'atmosphère d'une fête et aujourd'hui je suis chez moi.»

Par ailleurs, le secrétaire général n'a pas fait allusion une seule fois aux accusations d'Ouyahia, qui, lors de son meeting à Tlemcen, a tenu des propos jugés provocateurs par la base du FLN.

M. Zenasni

MOUSSA TOUATI À BOUMERDÈS :

«Défendre les intérêts du peuple par la force de la loi»

Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a plaidé hier à partir de Boumerdès pour l'édification d'une institution législative crédible, qui défendra les intérêts du peuple algérien par la force de la loi.

Animant un meeting populaire dans le cadre de la campagne pour les prochaines législatives, Touati a appelé à sortir «en force» le 4 mai prochain pour voter, dans l'objectif de construire une «institution législative forte, qui défendra les droits du peuple». L'Assemblée nationale populaire et les



Moussa Touati.

Assemblées locales qui seront élues ultérieurement «ne devraient pas constituer un tremplin pour les personnes en quête d'avantages alléchants

(salaire et immunité parlementaire)», a poursuivi Touati, plaidant pour une APN au service exclusif du peuple, notamment les couches sociales modestes, et «non à la merci d'hommes d'affaires et du pouvoir».

Il a, en outre, mis en garde contre les risques encourus par le pays, en cas de faible participation au vote, estimant que ce cas de figure «conduirait l'Algérie vers une nouvelle période transitoire, qui servira le pouvoir en place, qui se chargera alors de gérer le pays selon son bon vouloir», a-t-il indiqué.

Estimant que le boycott du scrutin du 4 mai constituera un «préjudice au peuple», M. Touati a soutenu que cela servira «les tenants du pouvoir».

Sur un autre registre, le président du FNA a déploré la «mauvaise» exploitation du foncier agricole, au même titre que l'orientation «irrationnelle» de l'administration vers la réalisation de logements et autres commodités diverses sur des terres agricoles fertiles à Boumerdès, Blida et Tipasa.

Il s'est interrogé, à ce propos, sur l'avenir de l'agriculture dans ces régions, et dans tout le pays en général, à la lumière de la chute observée dans les cours du pétrole, se demandant «comment les Algériens et les générations futures garantiront leur sécurité alimentaire, s'il n'y a aucune valorisation des terres agricoles».

APS